

L'INDE A L'AUBE D'UN MONDE MULTIPOLAIRE

PAR

CÔME CARPENTIER DE GOURDON (*)

ET

SAMUEL BERTHET (**)

Le début du vingt et unième siècle est marqué par l'émergence spectaculaire des nouvelles puissances économiques et militaires issues du «Tiers-Monde». Ces nouveaux pôles de développement ont besoin, pour asseoir leur croissante influence régionale et mondiale, de redessiner la carte géopolitique tout en s'affranchissant de la tutelle occidentale, particulièrement anglo-saxonne. Inévitablement, en raison de leurs dimensions physiques et démographiques, du prestige de leurs anciennes civilisations et de leur dynamisme, la Chine et l'Inde sont à la pointe de ce vaste programme, qui prend acte des changements majeurs mais encore récents de l'ordre international.

En dépit d'une image persistante de pauvreté, d'injustice sociale et de troubles internes, la république indienne a un certain nombre de succès à son actif. Elle a su en effet, comme l'indiquent les experts russes Andrey Volodine et Glerii Shirokov, «appliquer un programme politique sur la longue durée» et atteindre le triple objectif d'«une stratégie de développement, [d']un modèle de croissance économique stable et [d']un concept de sécurité nationale» (1). De leur côté, les Etats-Unis ne font pas mystère de leur intérêt croissant pour l'Inde. Comme l'expliquait un porte-parole du Département d'Etat : «l'importance stratégique de l'Inde ne peut qu'augmenter si les relations des Etats-Unis avec d'autres alliés traditionnels – Japon, Corée du Sud et Arabie saoudite – deviennent acrimonieuses ou politiquement délicates. L'Amérique a besoin d'alternatives en Asie. L'Inde est le candidat idéal» (2).

(*) Responsable éditorial de *World Affairs* (New Delhi, Inde) et conseiller auprès de la fondation Kapur Surva (New Delhi, Inde).

(**) Chercheur au Centre de Sciences humaines de New Delhi (Inde).

(1) Andrey VOLODINE/Glerii SHIROKOV, «Russia's new perspective on Asia : an assessment», in Mahavir SINGH (dir.), *Asia Annual 2004*, Maulana Abdul Kalam Azad Institute for Asian Studies, Calcutta, 2005, p. 25.

(2) «US military wants India to undertake low-end operations in Asia», *The Hindu online edition*, 4 juil. 2003, disponible sur le site Internet www.thehindu.com/2003/07/04/stories/2003070403241200.htm.

De fait, s'il y a un pays qui, ces dernières années, détient le record du nombre d'accords bilatéraux en matière de défense, de ressources énergétiques et de coopération stratégique, il pourrait bien s'agir de l'Inde. Les pays européens, au sein de l'Union européenne et à titre individuel, ainsi que la Chine, le Japon, la Russie et les États-Unis établissent actuellement des partenariats privilégiés avec l'Union indienne. Celle-ci les accueille d'ailleurs le plus souvent avec bienveillance, satisfaite de voir ainsi reconnu son rôle de grande puissance et n'excluant personne. A partir de l'éclectisme et du pragmatisme de coopérations qui se développent tous azimuts, se dessine une politique extérieure d'inspiration réaliste, favorisant à terme pour l'Inde une place correspondant à son importance dans un monde multipolaire.

L'INDE, ENTRE UNE VISION CONTINENTALE ET UNE VISION ORIENTALE OU MARITIME

Deux visions historiques et civilisationnelles sont en conflit dans l'univers intellectuel indien.

La vision «continentale» regarde surtout vers l'ouest et considère que le Moyen-Orient et l'Asie centrale sont le prolongement naturel de l'Hindoustan qu'ils ont enrichi culturellement au gré du flux et du reflux des expéditions militaires et des caravanes marchandes (3). Le point de vue océanique au contraire se porte davantage au sud et à l'est, vers les anciennes colonies d'Indochine et d'Insulinde issues des expéditions maritimes médiévales des royaumes riverains de la baie du Bengale.

La première école de pensée reste associée au Congrès et à ses élites dirigeantes occidentalisées qui, représentées par Gandhi et Nehru, incarnaient la tendance «séculière», réceptive aux revendications des populations musulmanes et traditionnellement proche du monde arabo-iranien. Sa rivale «orientaliste» et maritime est représentée par les partis hindous nationalistes, qui revendiquent l'héritage de la «Grande Inde» étendue à l'Indochine et aux terres malaises. Les gouvernants anglais avaient d'ailleurs renoué avec cette traditionnelle expansion vers l'est en occupant la Birmanie, en colonisant la Malaisie et en vassalisant le Siam, tout en s'avancant vers le Tibet. Les sympathisants de la vision géopolitique des pères fondateurs du Rashtriya Swayamsevak Sangh et autres mouvements nationalistes hindous mettent l'accent sur les affinités avec les terres hindo-bouddhistes de l'est et nourrissent des appréhensions tenaces à l'égard du turbulent Moyen- et Proche-Orient dont sont venues des invasions qui ont conduit à la fragmentation du sous-continent. Inévitablement, ce courant de pensée islamophobe favorise, pour certains de ses champions, une collaboration cordiale

(3) Cf. Michel L'HOMME, «Géopolitique appliquée, le cas de l'Inde», *Géopolitique*, 2005, pp. 81-88.

avec Israël, avec qui il se reconnaît un ennemi commun, mais nourrit une méfiance opiniâtre envers la Chine, la grande rivale en Asie centrale et en Asie du Sud-Est.

UNE ACTION DIPLOMATIQUE DIVERSIFIÉE :
MULTIPOLARITÉ ET MULTILATÉRALISME

L'Inde fut pendant longtemps perçue comme figée dans son alliance avec l'URSS et dans sa position idéologique en faveur du non-alignement. Le conflit avec le Pakistan autour de la question cachemirienne devint en outre un abcès de fixation de la Guerre froide. Cependant, son histoire et sa position géographique font de l'Union indienne une puissance au champ d'action multipolaire. La chute du Mur a déclenché de nouvelles dynamiques régionales, accélérées par la prise de conscience des enjeux énergétiques. La doctrine militaire officielle est aujourd'hui celle de la « défense défensive », de la non-agression et du maintien de forces de dissuasion conventionnelles et nucléaires « crédibles ».

Jusque dans les années 1990, l'Inde était une puissance avec laquelle les deux grands cherchaient à s'accommoder, les États-Unis afin que l'Asie tout entière ne tombe pas dans le giron communiste, l'URSS afin de contrebalancer l'influence chinoise, mais aussi pour des raisons économiques et stratégiques évidentes. L'Inde paraissait toutefois neutralisée, à la fois par le conflit avec le Pakistan et par la relative supériorité chinoise. De plus, l'armée indienne, malgré son ancienneté, n'était pas à l'origine une armée proprement nationale, mais plutôt un outil du pouvoir colonial britannique. Dès l'Indépendance et le conflit avec le Pakistan qui s'ensuivit, une réorganisation sur la base des nouvelles réalités de l'État commença à s'opérer. Si l'Union indienne n'avait pas une armée de conquête, elle n'en préserva pas moins son indépendance, par l'intermédiaire notamment de son premier ministre Jawaharlal Nehru, et montra une capacité de recherche dans le domaine de l'énergie, notamment nucléaire.

Le parrain du programme de recherche en énergie nucléaire s'appelait Homi Bhabha, directeur du Tata Institute of Fundamental Research, du nom de J. R. D. Tata, capitaine du premier consortium industriel de l'Inde, intimement lié au gouvernement. De nombreux chercheurs, parmi lesquels des Français comme le couple Joliot-Curie, furent invités à coopérer et des liens furent tissés dans la durée avec le Commissariat à l'énergie atomique. Une coopération avec les chercheurs canadiens s'instaura également. Il faut noter à ce propos l'immense capacité indienne en matière de recherche technologique, sans doute la plus performante du monde aujourd'hui. On la retrouve également dans le domaine spatial, où l'Inde est parmi les nations les plus avancées. L'élection d'Abdul Kalam, qui dirigea le programme de

développement de missiles nucléaires Brahmos, au poste de Président de la République, illustre l'importance que l'Inde accorde à ce secteur.

Forte de ses attraits l'Inde, fidèle à une tradition d'ouverture intellectuelle doublée d'un pragmatisme que certains qualifient d'opportuniste, n'a pas hésité à signer des accords avec un grand nombre de partenaires. Ces accords peuvent parfois paraître difficilement conciliables entre eux : association régionale de la South Asian Association for Regional Cooperation ou SAARC (sous-continent sud-asiatique), «partenariat stratégique» avec les Etats-Unis – malgré les accords particuliers qui lient ceux-ci à leur protégé traditionnel pakistanais –, mais aussi avec les Etats du Golfe, l'Iran et le monde arabe, riches en pétrole et en gaz – sans toutefois se priver de relations économiques et militaires avec Israël, controversées mais grandissantes –, partenariats avec la Russie, la Chine, longtemps regardée comme ennemie, les pays du Sud-Est, le Japon et l'Union européenne, India Brazil South Africa (IBSA) avec le Brésil et l'Afrique du Sud. On doit ajouter à ces pactes les affinités traditionnelles avec le bloc Asie-Afrique issu du mouvement non aligné et avec le Commonwealth, ainsi que la relation récente mais grandissante avec l'Organisation pour la coopération de Shanghai (Shanghai Cooperation Organisation – SCO), qui regroupe déjà quatre républiques d'Asie centrale avec la Chine et la Russie.

Pour les questions vitales ayant trait à l'approvisionnement en pétrole et en gaz, l'Inde est tout aussi flexible. Le gouvernement s'efforce de parvenir à la construction de gazoducs et oléoducs reliant l'Asie centrale à son territoire. L'un passerait par l'Iran et le Pakistan – un projet de sept milliards de dollar. L'autre, naissant au Turkménistan, passerait par l'Afghanistan et le Pakistan. Un troisième enfin, venant de l'Arakan au Myanmar, devrait traverser le Bangladesh, qui pourrait aussi devenir une importante source de gaz à l'avenir. Un tissu de coopération régional se greffe ainsi sur l'infrastructure énergétique en construction. Sur ce point, des accords majeurs sont à l'ébauche entre la Chine et l'Inde. Les deux pays ont annoncé vouloir collaborer pour s'épargner une rivalité coûteuse dans les régions productrices d'hydrocarbures en Asie (Iran, golfe Persique, Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, Sibérie, Sakhaline), mais aussi en Afrique et en Amérique latine, où elles ont engagé de multiples négociations. La Russie s'emploie activement depuis quelques années à prendre le contrôle effectif d'un consortium de producteurs de gaz naturel dans la région Asie centrale-Sibérie, lui assurant une place de choix sur la carte énergétique mondiale et lui permettant d'assumer dans une certaine mesure un rôle d'arbitre entre Chine et Inde, que New Delhi espère bien faire jouer en sa faveur.

L'INDE ET LES PAYS D'ASIE

L'Asie du Sud

L'importance stratégique de l'Inde s'inscrit dans le cadre d'un sous-continent qui réunit aujourd'hui plus d'un quart de la population mondiale, avec un milliard cinq cents millions d'habitants. L'Asie du Sud comprend le Pakistan, l'Union indienne, le Népal, le Bhoutan, le Bangladesh, le Sri Lanka et les Maldives, pays membres de la SAARC (4). La région est à la croisée des chemins de l'Asie centrale, de l'Asie du Sud-Est, de l'Extrême-Orient, du Proche- et du Moyen-Orient. L'Inde est ainsi au cœur d'un ensemble géostratégique naturel qui s'étend au-delà des « provinces » qui en furent détachées à la fin du Raj britannique – Birmanie, Pakistan-Bangladesh – ou qui avaient déjà un statut séparé sous l'administration coloniale de Londres – Népal, Bhoutan et Ceylan, actuel Sri Lanka –, pour englober l'Afghanistan à l'ouest et la Malaisie-Indonésie à l'est. Les îles indiennes d'Andaman et Nicobar touchent presque à Sumatra, tandis que, au-delà de l'océan Indien, les zones de forte pénétration historique par des diasporas indiennes comprennent l'île Maurice, l'Afrique orientale et les côtes orientales et septentrionales de la péninsule arabe : Yémen, Oman, Emirats arabes de l'ex « Trucial Oman » que le protectorat britannique maintint jusqu'à son terme dans la région d'influence de l'empire des Indes.

La décolonisation scinda l'empire des Indes en plusieurs Etats, avec en son centre une immense entité, l'Union indienne, et, sur ses marches, le Pakistan et le Bangladesh, issus de la division de différentes provinces tels le Cachemire et le Panjab à l'ouest et le Bengale à l'est. De ce morcellement résulta une nation « laïque » et multiconfessionnelle, l'Inde, et une république islamique qui réunissait initialement le Pakistan et le Bangladesh, séparés par 2 000 kilomètres. Ce partage était propice non seulement à la naissance de conflits – les diverses guerres indo-pakistanaïses autour du Cachemire et la guerre d'Indépendance du Bangladesh en 1971 –, voire à la création de tensions permanente dans les régions citées, mais aussi à la projection des rivalités entre les grandes puissances en Asie du Sud. Les Etats-Unis n'eurent aucune difficulté à faire du Pakistan, pays à la cohésion politique et économique précaire, une tête de pont de leur politique dans la région. Des négociations entre Washington et Karachi commencèrent dès 1953 et se concrétisèrent par la signature d'un pacte d'assistance mutuelle dès l'année suivante et, en 1955, par l'adhésion de la république islamique au pacte de Bagdad (CENTO) et à l'OTASE. La Chine trouva également dans le Pakistan un allié utile pour contenir sa principale rivale en Asie.

(4) Pierre BUHLER, « Puissance et démographie : la nouvelle donne », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 5, 2004, pp. 3-33.

Le Bangladesh – dont la sécession fomentée par le gouvernement d'Indira Gandhi fut un grand succès pour l'Inde, qui brisa ainsi l'axe pakistano-américano-chinois en 1971 – est devenu pour l'Inde un souci au moins égal à celui posé par le Pakistan. Il verrouille en effet l'accès de l'Inde à la péninsule indochinoise, dont l'importance commerciale est croissante pour Delhi. Il constitue en outre un foyer d'instabilité, qui s'étend dans toute la région nord-est, historiquement enclavée et minée par le séparatisme politique et religieux. La rapide immigration de Bangladais musulmans (5) dans les États tribaux, chrétiens ou hindous, de cet angle oriental du pays pose un grave problème et complique des conflits qui peuvent devenir tout aussi onéreux et chroniques que celui du Cachemire. Ce mouvement démographique et social pourrait conduire à terme à la sécession de toute la région nord-est qui constitue une sorte de zone tampon, à dominante tribale, entre Inde, Chine et Myanmar, de longue date sujette à une intense activité de la part de missionnaires anglo-saxons, de révolutionnaires marxistes et de groupes islamistes, généralement favorables à la sortie de l'Union indienne par la constitution de nations indépendantes (Nagaland, Manipur, Assam, Mizoram, etc.) (6).

Pour parer à ce danger, le développement de relations coopératives avec la Chine et d'une concorde avec le Myanmar, également menacé par des menées sécessionnistes, devient une priorité vitale pour le gouvernement de l'Union indienne (7). Cette entente régionale invoque le principe essentiel du *Panchshila* de 1955, qui est le refus de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays étranger, quel que soit son système politique. Pour faire face à la menace de ces groupes, l'Inde a en outre fait appel à l'aide du Bhoutan, utilisé comme base arrière par certains d'entre eux. Une opération d'envergure a été déclenchée par l'Armée royale du Bhoutan, le 15 décembre 2003, contre les camps de plusieurs groupes indépendantistes assamais, en coordination avec l'armée indienne. Les trois principaux groupes visés étaient l'United Liberation Front of Asom (ULFA), le National Democratic Front of Bodoland (NDFB) et le Katampur Liberation Organisation.

Ces réseaux terroristes agissant sur le territoire indien ont des points d'appui dans les pays voisins, le Bhoutan donc, mais aussi le Bangladesh et la Birmanie (Myanmar). Une telle opération de la part d'un pays dont la dernière guerre remontait à plus d'un siècle et demi, soit l'Anglo-Bhutan War de 1865, et qui jusque-là avait fait preuve d'une certaine tolérance vis-à-vis de ces groupes armés, s'explique certainement par l'interaction croissante entre ces différents groupes, notamment avec les groupes maoïstes du Népal mais aussi et surtout avec le Bhutan Communist Party. On note

(5) Estimée à 10 ou 20 millions.

(6) Le ministère de l'Intérieur indien a classé sur liste noire quelque huit cents ONG liées à des mouvements séparatistes ou révolutionnaires.

(7) Renaud EGRETEAU, *Wooing the Generals – India's New Burma Policy*, Authorspress, New Delhi, 2003, 234 p.

aussi un réveil des groupes révolutionnaires d'extrême gauche en Inde, qui prend la forme d'une véritable guérilla, particulièrement dans les Etats du Bihar, du Jharkhand, des Chhattisgarh et de l'Andhra Pradesh. Les liens entre des groupes jusqu'à présent divisés semblent se resserrer. En témoigne l'ampleur grandissante de leurs opérations, telle que, en novembre 2005, la prise de la prison de Jehanabad, à cinquante kilomètres de Patna, la capitale de l'Etat du Bihar.

La disproportion géographique et démographique entre l'Inde et le Sri Lanka, le Népal, les Maldives et même le Bangladesh ne facilite pas le développement d'une coopération régionale directe. La «troisième voie» préconisée par Nehru relevait autant de l'idéal politique que du pragmatisme, l'Inde cherchant alors à se préserver de la vague communiste qui se répandait en Asie sans vouloir tomber sous la coupe atlantiste. Alors que l'Asie était violemment déchirée par de nombreux conflits entre les deux blocs – en Corée et en Indochine, puis au Vietnam –, la position de l'Inde, bien qu'impopulaire auprès des grandes puissances, était dictée par la prudence. A partir des années 1960, c'est finalement vers l'URSS que le pays se tourna pour sa collaboration militaire et économique. Cette alliance semblait répondre aux anciens préceptes en matière de stratégie présentés dans le traité politique sanscrit de l'*Arthashastra*, écrit à l'époque de l'empereur Chandragupta Maurya, au IV^e siècle avant notre ère (8). L'alliance avec les voisins des pays frontaliers y était en effet recommandée, selon un principe un peu rapidement résumé par la forme suivante : «*mes voisins sont mes ennemis et les ennemis de mes ennemis sont mes amis*».

L'Inde ayant essuyé en 1962 un revers militaire humiliant face à la Chine, qui ne reconnaissait pas le tracé des frontières au nord-est du pays – la ligne Mac Mahon –, un rapprochement avec l'URSS paraissait inévitable. Autre intérêt commun, les Etats-Unis utilisant leurs positions au Pakistan pour l'espionner, l'URSS se méfiait aussi du gouvernement de Karachi (9). L'Inde n'en continua pas moins de recevoir des Etats-Unis une aide économique substantielle, notamment alimentaire. Il n'est pas inintéressant de noter ici que l'Inde, alors ardente praticienne de la rhétorique anti-impérialiste, n'en resta pas moins membre du Commonwealth et que l'anglais, qui a conservé le statut de langue nationale au côté de l'hindi, demeure la langue des élites. En outre, l'importance de sa diaspora aux Etats-Unis, qui s'organisa en communauté d'un haut niveau d'éducation formelle, dès la fin du XIX^e siècle, n'a fait que croître dans les dernières décennies. Une autre partie de la diaspora indienne se trouve dans tout le bassin du Sud-Est asiatique, mais aussi au Moyen-Orient, notamment en Israël.

(8) L.N. RANGARAJAN, *Kautilya, The Arthashastra*, Penguin Classics, Delhi, 1992, 868 p.

(9) C'est un peu le même principe qui préside au rapprochement entre l'Inde et le Japon. Cf. *infra*.

Le caractère multipolaire de la politique indienne ressort ainsi de son histoire. Le développement de la coopération régionale de l'Inde avec l'Asie du Sud-Est, à travers l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) en est l'illustration (10).

L'Organisation de coopération de Shanghai (SCO)

Le Pakistan est un observateur du SCO (11), dans lequel il souhaite entrer avec l'appui de la Chine. Cette participation pourrait limiter l'utilité de l'organisation pour l'Inde, à moins qu'Islamabad ne soit contraint par ce nouveau choix de renoncer à sa politique belliqueuse spécifiquement hostile à Delhi. La Chine souhaite en contrepartie devenir membre du SAARC, ce qui semble maintenant hautement probable malgré les réserves encore récemment émises par Delhi.

Depuis 1949, l'Inde et la Chine se sont trouvées des points communs en s'estimant toutes deux lésées et trompées par les puissances atlantiques, l'une par la scission pakistanaise et l'autre par la situation de Taiwan qui les ont, jugent-elles, empêché de réaliser leur potentiel sur la scène mondiale. Pékin et Delhi aspirent aussi à s'associer pour certains projets de recherche et de développement scientifique et techniques où elles se découvrent des complémentarités. Le Premier ministre chinois Zhu Rong-Ji déclara en 2002 : « nous sommes les premiers dans le hardware et vous – les Indiens – êtes les premiers dans le software (secteur du logiciel). Quand nous combinerons nos capacités respectives, nous deviendrons la plus grande puissance du monde ».

La Chine et l'Inde semblent près de résoudre leurs principaux contentieux historiques avec l'accord sur le tracé des frontières et sur la question tibétaine (12). Les deux géants sont donc libres d'étudier les modalités d'une zone de libre-échange, prélude à un marché économique d'Asie orientale. L'Inde, comme la Chine, a assisté à l'*East Asia Summit* (EAS) en décembre 2005, qui vise à constituer cette zone de libre-échange étendue à l'ASEAN, mais aussi à la Corée du Sud, au Japon, ainsi qu'à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande (13), si celles-ci renoncent *de facto* à leur alliance militaire avec Washington (ANZUS). Les Etats-Unis n'étaient d'ailleurs pas conviés à cette réunion.

(10) Cf. sur ce point et sur les questions relatives à l'Asie du Sud Nathalène REYNOLDS : « L'Inde en Asie du Sud : consolidation d'une puissance », *Modern Asia Research Centre Occasional Paper*, n° 23, juin 2005, 25 p.

(11) Vladimir RAYUHIN, « Russia planning war games with India, China », *The Hindu*, 4 déc. 2005, disponible sur le site Internet www.hindu.com/2005/12/04/stories/2005120404550900.htm.

(12) U.P. DUTT, « India and China, a changing relationship », in Mahavir SINGH (dir.), *op. cit.*

(13) « A New Regional Architecture (éditorial) », *The Hindu*, 15.12.2005 : <http://www.hindu.com/2005/12/15/stories/2005121502731000.htm>.

L'océan Indien : domination contestée

Depuis l'Antiquité, l'Inde a été le pôle commercial vers lequel convergeaient les navires de la mer Rouge, du golfe Persique, du golfe du Bengale et de l'océan Indien. Au Moyen Âge apparurent des États militaires, dont la richesse venait en partie de ce fructueux commerce maritime qui avait soutenu l'expansion des communautés du sud de l'Inde à travers l'Asie du Sud-Est, à l'époque Chola particulièrement, et des communautés goudjérites, de la péninsule arabique à Malacca. Toutefois, les classes dirigeantes étaient clairement distinctes des guildes marchandes, dont les souverains étaient les protecteurs. Dès l'aube de l'époque moderne, les marchands européens, combinant dans leurs expéditions les buts mercantiles, religieux et militaires, s'insérèrent dans les réseaux asiatiques, à partir des côtes indiennes, jusqu'à ce que la Grande-Bretagne imposât son hégémonie sur l'océan Indien. Cette domination entraîna notamment la destruction des marines de certains États indiens – en particulier celle du royaume maharatte – et arabes et perdura jusqu'au milieu du XX^e siècle. L'Inde en hérita en partie après l'Indépendance, bien que la Grande-Bretagne ait conservé des bases stratégiques, dont celle dans l'île de Diego Garcia, au sud du Sri Lanka. L'Union indienne considère cependant l'océan Indien comme son domaine réservé, une notion remise en question aujourd'hui, notamment par la Chine.

Après l'Indépendance, le gouvernement de Delhi lança un ambitieux programme d'armement et d'équipement naval et aéronaval pour conserver sa place comme pivot – ou «*porte-avions insubmersible*» pour reprendre la métaphore d'un expert chinois – entre Atlantique et Pacifique. Dans cette perspective, l'Inde a toujours vu d'un mauvais œil l'installation d'une base américaine sur Diego Garcia, dans les années soixante-dix, et encore plus l'intérêt de Washington pour la rade de Trincomali au Sri Lanka, que Delhi veut garder libre de liens militaires avec toute autre puissance, qu'elle soit américaine ou chinoise. De vives inquiétudes subsistent aussi à propos de l'acquisition d'une base par la Chine dans l'archipel de Cocos, un territoire du Myanmar dans la baie du Bengale. L'Inde surveille également de près les accords bilatéraux noués par le Bangladesh avec Pékin et Washington. Ces appréhensions n'ont pas empêché l'Inde et les États-Unis de signer en janvier 2002, sous le gouvernement précédent dirigé par A.B. Vajpayee, un accord bilatéral de sécurité générale pour l'échange d'informations militaires (GSOMIA).

L'Inde est sur le point de conclure des traités maritimes avec le Bangladesh et le Myanmar pour que ses navires aient accès à leurs zones maritimes exclusives. Elle se lie toujours plus étroitement avec la junte birmane, souhaitant ainsi faire pièce à la Chine. Elle prévoit toutefois des manœuvres navales conjointes avec la flotte de la République populaire chinoise et avec le Japon – depuis l'inauguration d'un dialogue régulier en matière de sécu-

rité en juillet 2001 –, en réponse à l'invitation de Tokyo de participer au maintien de la sécurité des détroits malais. L'Inde fait en effet partie depuis 1994 de l'ASEAN Regional forum (ARF) et, depuis 2002, de l'Asia Cooperation Dialogue (ACD) inauguré en 2002 à Bangkok, mais pas encore de l'APEC (Asia-Pacific Economic Conference). Delhi semble donc se prêter aux désirs américano-japonais de collaborer sur les mers avec le Japon, l'Australie et leurs «protégés» en Asie du Sud-Est, tout en demeurant réceptive aux avances chinoises et russes pour une coopération stratégique orientée contre l'OTAN et l'axe USA-Japon-Australie dans le Pacifique.

Combien de temps Delhi pourra-t-elle maintenir ce grand écart ? Le gouvernement actuel de Manmohan Singh a rejeté sans hésitation les propositions de la Maison-Blanche visant à constituer une coalition d'Etats de l'océan Indien au lendemain du terrible tsunami du 26 décembre 2004. L'Administration Bush voulait former un quatuor avec l'Inde, l'Australie et le Japon – mais sans la Chine –, ce qui suscita une protestation de Pékin. L'Inde s'est portée rapidement au secours des Etats voisins (Sri Lanka et Maldives) et a déclaré qu'une telle structure multinationale à caractère militaire était inopportune. Elle refusa d'admettre les forces militaires et missions humanitaires américaines sur son territoire. Elle interdit surtout leur accès à l'archipel stratégique d'Andaman et Nicobar, en dépit de fortes pressions de la part de la Maison-Blanche.

Au Pakistan comme en Iran, Pékin vise à s'assurer un accès à l'océan Indien et au golfe Persique à travers l'Asie centrale. La construction d'une base chinoise dans le port de Gwadar, sur le détroit d'Hormuz, éveille les inquiétudes indiennes. New Delhi n'apprécie pas non plus l'établissement de vastes bases américaines dans le Baloutchistan pakistanais, toujours à proximité de Gwadar. Ces bases sont destinées à faciliter une éventuelle attaque américaine contre l'Iran, mais permettent aussi à Washington de s'afficher en protecteur du Pakistan, en s'érigeant en arbitre dans le sous-continent et en y laissant peser une menace non dissimulée de déstabilisation. A ce propos, les observateurs indiens ont noté sans plaisir l'arrivée des troupes de l'OTAN sur la frontière indo-pakistanaise au Cachemire, depuis le grand séisme du 6 octobre 2005. Il est dans l'intérêt indien de jouer sur la rivalité entre les Etats-Unis et la Chine, au besoin avec l'aide de Moscou, qui a patiemment construit ces dernières années un axe stratégique allant de Téhéran à Pékin et Pyongyang, en passant par Astana au Kazakhstan.

L'Inde et l'Asie centrale

Si le Turkestan fut un lieu d'interaction intense durant des millénaires entre les peuples de la Chine, du sous-continent sud-asiatique et des pays du Moyen-Orient, il est séparé de l'Inde par les cordillères et les hautes steppes du Karakoram, du Pamir et de l'Hindou Kouch, même si les cols

et défilés himalayens permettent toujours les communications commerciales et les expéditions militaires. Les conquérants moghols de l'Inde – qui étaient en réalité des Turcs djaghatais – vinrent d'Asie centrale – concrètement du Ferghana, dans l'actuel Ouzbékistan – à travers l'Afghanistan. Pour l'Inde, les régions situées au-delà de la turbulente frontière du nord-ouest sont des débouchés économiques importants et recèlent d'importantes sources d'énergie fossile et de matières premières.

Depuis 1990, la disparition de l'URSS a laissé l'immense aire centre-asiatique dans un vide politique en proie aux convoitises rivales des puissances atlantiques, de la Chine et des États musulmans moyen-orientaux, dont le Pakistan. Soucieuse de voir que le déclin de l'influence russe – qui lui fut favorable – favorise la radicalisation de la population musulmane, l'Inde cherche depuis quelques années, encore timidement, à se positionner en Eurasie face à une Chine en pleine expansion et au Pakistan. Dans ce but, New Delhi a établi, en 2003, une base aérienne au Tadjikistan, pays à dominante ethnique iranienne isolé parmi des voisins turcophones. Surtout, l'Inde a repris sa coopération stratégique avec la Russie pour contenir les avancées de forces hostiles aux deux puissances.

Dans cette même perspective, l'État indien apporte un soutien actif au gouvernement d'Hamid Karzai en Afghanistan contre l'insurrection des Talibans appuyée par Islamabad. Quoique la présence des forces armées américaines et de l'OTAN en Afghanistan ne soit pas vue d'un très bon œil à Delhi, les stratèges indiens estiment qu'une occupation occidentale est préférable à un émirat afghan intégriste gouverné par des djihadistes contrôlés par les services secrets pakistanais et voués à la lutte contre le pouvoir hindou au Cachemire et ailleurs. La nécessité de concilier des buts divers contraint l'Inde à poursuivre des stratégies souvent contradictoires en apparence. Ainsi, le gouvernement indien actuel applaudit la stratégie russe pour reprendre le dessus en Asie centrale et, avec le soutien de Pékin, y contrarier les projets de Washington. Cependant, il reste naturellement réservé sur la montée en puissance de la Chine dans la région, qui s'inscrit dans la ligne de l'alliance sino-pakistanaise.

Les anciennes routes terrestres, voies de la nouvelle coopération régionale

La création amorcée d'une zone de libre-échange entre l'Inde et les pays du conseil de coopération du golfe, le Gulf Cooperation Council (14), répond à sa contrepartie orientale, c'est-à-dire au projet d'un accord de libre-échange entre l'Union indienne et les États membres de l'ASEAN (15) Pres-

(14) Le GCC réunit les pays suivants du golfe Persique : Bahreïn, Emirats arabes unis, Oman, Arabie Saoudite, Qatar et Koweït.

(15) Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam.

que tous ces pays partagent un ancien héritage culturel et religieux d'origine indienne, qui pourrait favoriser un rapprochement, d'autant plus que la crainte de l'hégémonie chinoise dans la région favorise la croissance d'une influence indienne jugée moins conquérante. Ainsi, la «Look West policy» de l'ASEAN, initiée par la Thaïlande, rencontre à mi-chemin la «Look East policy» inaugurée par le gouvernement indien dès 1991. En 1997 fut lancé le groupe de travail du «BIMST-EC» – Bangladesh, Inde, Myanmar, Sri Lanka – pour établir une coopération économique entre Etats riverains de la baie du Bengale.

L'Inde s'est aussi investie avec cinq Etats membres de l'ASEAN dans la construction du corridor est-ouest de la «TransAsian Highway» qui doit relier Delhi à Hanoi, par la route et le rail, dans le cadre du «Mekong-Ganga Cooperative project», décidé à Bangkok en juillet 2000. Cette initiative associe l'Inde au Greater Mekong Sub-region (GMS), objet d'un ambitieux programme de développement dans le cadre du Joint Economic Quadrangle Committee (JEQC), intégrant les provinces du sud-est de la Chine aux Etats frontaliers sur l'axe de l'ancienne route de la soie méridionale. Ces initiatives multinationales concourent à l'apaisement du vieux contentieux sur la question tibétaine entre Delhi et Pékin.

L'INDE ET LE MOYEN-ORIENT

Le revirement de la diplomatie indienne s'est manifesté par le développement, des relations diplomatiques et stratégiques entre l'Inde et Israël (16). New Delhi avait jusqu'alors refusé toutes relations diplomatiques avec Tel-Aviv. En vertu de ses relations avec l'Égypte de Nasser, notamment, l'Inde était un des alliés affichés de la cause nationaliste arabe. La *Realpolitik* commença à l'emporter à partir des années 1990, faisant d'Israël le second fournisseur d'armes de l'Union indienne après la Russie et un conseiller privilégié dans la lutte contre le terrorisme.

La coalition de la National Democratic Alliance (1998-2004) dirigée par le parti nationaliste hindou, le BJP, choisit en effet d'abandonner la ligne diplomatique du Parti du Congrès, au pouvoir pendant presque cinquante ans. Plusieurs motifs expliquaient l'attitude du BJP, notamment sa volonté de s'affranchir de l'influence politique musulmane, ainsi que la priorité donnée à la lutte «anti-insurrectionnelle». Du reste, le possible apport potentiel en matière de technologie militaire de l'Etat d'Israël ne pouvait que séduire un Etat indien soucieux de faire face à un voisin pakistanais avec lequel les Etats-Unis entretenaient une étroite collaboration. L'industrie militaire israélienne se réjouissait évidemment de ce nouveau débouché et les stratè-

(16) Sushil ARON, «Straddling faultlines, India's foreign policy towards the greater Middle East», *Centre de Sciences Humaines Occasional paper*, n° 7, 2003, 103 p.

ges de Jérusalem accordent une grande importance à ce point d'appui en Asie, à l'autre extrémité du Proche-Orient.

Dès juin 2000, le Premier ministre indien A. B. Vajpayee se rendit à Jérusalem, puis, au mois de janvier de l'année suivante, accueillit son homologue israélien à New Delhi. La coopération militaire et les échanges commerciaux prirent leur essor entre les deux pays. Il convient ici de souligner le rôle des liens entre les organisations indiennes et pro-israéliennes aux Etats-Unis, mais aussi celui de la communauté israélite originaire de l'Inde, particulièrement de l'Etat indien du Maharashtra. Washington réagit négativement à la perspective de transferts de technologie américaine vers l'Inde *via* Israël à travers la vente d'avions *Phalcon* : cette attitude découlait en partie des événements du 11 septembre, et reflétait la dépendance du gouvernement américain vis-à-vis d'Islamabad pour son action militaire en Afghanistan. Toutefois, la neutralité bienveillante du gouvernement Vajpayee concernant l'invasion de l'Iraq a permis à l'Administration Bush d'apprécier la valeur du rapprochement avec l'Inde.

De leur côté, les autorités indiennes exprimèrent la conviction que ce revirement de leur politique n'endommagerait pas de manière significative leurs relations avec le monde arabe, citant le cas de la Chine et de certains pays musulmans, sur lesquels les Etats-Unis purent en fait s'appuyer pour occuper l'Iraq. Le rapprochement fut confirmé par le vote de l'Inde en faveur de la résolution euro-américaine condamnant l'Iran lors de la réunion du 24 septembre 2005 des pays membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Il est intéressant de noter que, pour éviter la polémique liée à ce changement historique, cette question ne fut portée ni devant le Parlement, ni devant les alliés de la coalition au pouvoir à Delhi. Or, deux ans auparavant, le président Khatami était l'invité d'honneur des cérémonies de la fête nationale indienne et un accord stratégique était signé dans la foulée avec le gouvernement iranien.

L'INDE ET L'AFRIQUE FRANCOPHONE

La présence indienne en Afrique, sur les côtes orientales du continent, s'inscrit dans une longue tradition, les vents de la mousson soufflant, du mois d'avril-mai au mois de juillet, vers les côtes indiennes et tournant vers les côtes de l'Afrique orientale entre août et octobre. La colonisation britannique a favorisé la pénétration des Indiens en Afrique orientale, où l'on note depuis des siècles une importante population originaire du Gujarat. Le gouvernement indien a toujours considéré l'Afrique comme une de ses aires privilégiées de coopération. Après l'Afrique anglophone, où la diaspora indienne est solidement implantée, l'Afrique francophone est devenue sa nouvelle cible, à la fois pour les investissements, la prospection en matière de minéraux et d'énergie et la coopération. Il convient de souligner que la

Chine pratique une diplomatie très active dans cette partie du monde et qu'on y retrouve donc une fois de plus les deux géants asiatiques en compétition. En outre, la Grande-Bretagne, avec son Millenium Fund for Development a réaffirmé son intérêt pour le continent africain.

Il s'agit donc pour l'Inde de répondre à la demande des États africains, de plus en plus engagés dans la «Look East policy», et de faire face à une compétition internationale accrue. Pour cela, elle ne manque pas d'atouts, avec une population d'origine indienne évaluée à un million d'individus en Afrique francophones et une longue expérience sur le continent. Le premier ministre Manmohan Singh a d'ailleurs commandité un rapport sur le sujet (17). Bénéficiant de l'affaiblissement du préjugé contre l'enseignement en anglais, l'Inde intéresse les élites de l'Afrique francophone, comme on peut en juger par les expériences conduites à Abidjan et à Dakar. Les premiers conclaves semestriels entre industriels des deux régions tenus sur le sol indien en 2005 ont attiré une très forte participation des États africains et le nombre de visas des hommes d'affaires indiens voyageant en Afrique francophone serait, selon les représentants du ministère indien des Affaires extérieures, en croissance exponentielle. L'Inde ne cache pas de son désir d'amorcer une coopération avec la France, dans son ancien pré carré, sans toutefois conditionner son action commerciale et stratégique à une réponse positive de cette dernière. La France, si elle arrivait à formuler des propositions attrayantes, pourrait y trouver une opportunité de préserver sa place sur un continent où la présence américaine est de plus en plus forte et où sa position privilégiée est battue en brèche.

L'INDE, LA RUSSIE, L'EUROPE

La fin des années 1990 a vu une réorientation très significative de la politique étrangère indienne. Le non-alignement, la défense de la cause arabe, particulièrement palestinienne, et la défense des valeurs démocratiques sur la scène internationale ont laissé place à une attitude beaucoup plus conciliante vis-à-vis de régimes tel celui de la junte militaire birmane et à une coopération stratégique et militaire avec Israël. En cela, l'Inde suit l'exemple de l'État chinois de plus en plus présent dans le monde, à la recherche notamment de ressources énergétiques pour soutenir sa progression industrielle (18). La *Realpolitik* aujourd'hui domine la politique étrangère d'un gouvernement indien qui, toutefois, ne souhaite pas renier ses alliés traditionnels, tels l'Iraq ou l'Iran. La relance de ses accords avec la Russie lui offre une alternative qui lui permet de faire contrepoids à sa coopération de

(17) Séminaire du 4 décembre à l'Université Jawaharlal Nehru, «India, France and Francophone India», en présence des représentants de la région Afrique de l'Ouest et du ministère indien des Affaires étrangères.

(18) Vishnu BHAGWAT, «Global oil resources and India's energy strategy», *World Affairs*, vol. VIII, n° 4, oct.-déc. 2004, pp. 60-66.

plus en plus ouverte avec les États-Unis. Les accords avec la Russie améliorent également les perspectives de coopération entre l'Inde et les autres pays d'Asie et d'Europe.

L'Inde est liée à la Russie par un pacte stratégique – renouvelé par un traité signé en octobre 2000. Elle ébauche actuellement des accords de coopération avec plusieurs autres membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective (CSTO) (19), sorte de «contre-OTAN» formée par la Russie et cinq autres États d'Asie centrale et d'Europe orientale, tous membres de la Communauté des États indépendants (CIS), que Moscou espère transformer à l'avenir en union économique, sur le modèle européen.

La Russie aspire à jouer un rôle de plaque tournante entre l'Union européenne et les alliances régionales asiatiques, ces dernières prenant de plus en plus d'importance. En particulier, Moscou souhaite s'associer à la France et à l'Inde dans les domaines privilégiés de la défense, de l'aérospatial et de l'énergie nucléaire, porteurs de prometteuses synergies entre les trois pays. L'Indian Air Force est d'ores et déjà largement constituée d'éléments d'importation russe et française, ce qui constitue une base solide de coopération. La possibilité pour l'Inde d'être associée aux six États partenaires dans le cadre du projet international de réacteur thermonucléaire (ITER) à Cadarache a été évoquée au cours du mois d'août 2005.

* *
*

Ce rapide tour d'horizon permet d'apprécier le rôle croissant de l'Union indienne, depuis la fin de la Guerre froide, à l'intersection des différents systèmes d'alliances multilatérales qui redessinent un monde multipolaire dans lequel elle sera une des grandes puissances. Les avantages de sa situation géographique «charnière» et de sa dimension physique et démographique permettent à l'Inde de jouer un rôle-clef, aussi bien dans la nouvelle communauté d'Asie orientale, fondée sur la base «ASEAN + 3», que dans l'union économique centre-asiatique en formation et dans un futur marché commun moyen-oriental regroupant les pays du Golfe et de la Méditerranée. Elle peut s'engager unilatéralement dans ces trois entités sans attendre un accord avec ses voisins du SAARC. Ceux-ci sont dès lors pratiquement contraints de la suivre s'ils ne veulent pas se voir isolés et réduits au rang de vassaux rebelles. Le Bangladesh et la Pakistan en particulier se voient obligés de modérer leur hantise de l'hégémonie indienne qui les a conduits jusqu'ici à s'opposer systématiquement à tout ce qui pouvait consacrer la prééminence de leur voisine. En outre, une bonne intelligence entre Delhi et Pékin peut atténuer et même faire disparaître plusieurs des conflits intérieurs et frontaliers qui troublent le sous-continent sud-asiatique.

(19) Collective Security Treaty Organisation.

Du renouveau des relations entre l'Inde, la Russie et la Chine, Devendra Kaushik, un expert en relations internationales, conclut que le triangle Inde-Russie-Chine, préconisé en son temps par Lénine, puis promu par Primakov, «*peut transformer l'ordre mondial actuel*» en réalisant le pronostic de Samir Amin sur les «*Etats périphériques*» susceptibles, en se coalisant, de stabiliser la situation internationale, et rendre leur crédit aux organismes multilatéraux – à commencer par l'ONU, mise à mal par la domination américano-britannique (20). Par la même occasion, une telle alliance devrait «*concrétiser la vision d'une coopération eurasiatique*», qui donne déjà des cauchemars aux stratèges américains (21).

(20) Devendra KAUSHIK, «India, Russia and China», in Mahavir SINGH (dir.), *op. cit.*, pp. 36-49.

(21) Julie M. RAHM, «Russia, China, India : a new strategic triangle for a new Cold War?», *Parameters*, hiv. 2002-2003.